

30000  
ME

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

COUR D'APPEL DE COMMERCE D'ABIDJAN

TRIBUNAL DE COMMERCE D'ABIDJAN

RG 0514/2019

JUGEMENT CONTRADICTOIRE  
DU 05/04/2019

LA BANQUE ATLANTIQUE COTE D'IVOIRE  
DITE BACI  
(SCPA LAGO ET DOUKA)  
C/

MONSIEUR EHIVET KAMON  
GERMAIN MACAULAY

DECISION  
Contradictoire

Reçoit la BANQUE ATLANTIQUE  
DE COTE D'IVOIRE dite BACI en  
son action ;

L'y dit bien fondée ;

Condamne Monsieur EHIVET  
KAMON GERMAIN MACAULAY à  
lui payer la somme de 27.698.928  
FCFA au titre de sa créance ;

Ordonne l'exécution provisoire de  
la présente décision nonobstant  
opposition ou appel ;

Condamne le défendeur aux  
entiers dépens de l'instance.



**AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 05  
AVRIL 2019**

Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, en son audience  
publique ordinaire du vendredi 05 Avril deux mil dix-  
neuf tenue au siège dudit Tribunal, à laquelle  
siégeaient :

Madame **N'DRI PAULINE**, Président du Tribunal ;  
Messieurs **KOKOGNY SEKA VICTORIEN**, **SAKO  
FODE KARAMOKO**, **FOLQUET ALAIN** et **BERET  
DOSSA ADONIS**, Assesseurs ;

Avec l'assistance de Maître **BAH STEPHANIE**,  
Greffier ;

A rendu le jugement dont la teneur suit dans la cause  
entre :

**LA BANQUE ATLANTIQUE COTE D'IVOIRE  
dite BACI, société anonyme avec conseil  
d'Administration au capital de 14.963.330fcfa,  
RCCM N° CI-ABJ-1978-B-31372, dont le siège  
social est à Abidjan, plateau, Avenue Noguès,  
immeuble Atlantique, prise en la personne de  
son représentant légal, monsieur ARSENE  
COULIBALY, Directeur Général, ;  
Ayant pour conseil la SCPA LAGO ET DOUKA,  
Avocats près la cour d'appel d'Abidjan, y  
demeurant à Abidjan, deux plateaux, rue des  
jardins, lot N° 1729, derrière la BANQUE SIB,  
non loin de la MISSION ISLAMIQUE, 06 BP  
6750 Abidjan 06, téléphone 22 41 07 66 / 22 41  
07 80 ;**

Demanderesse;

D'une part ;

Et

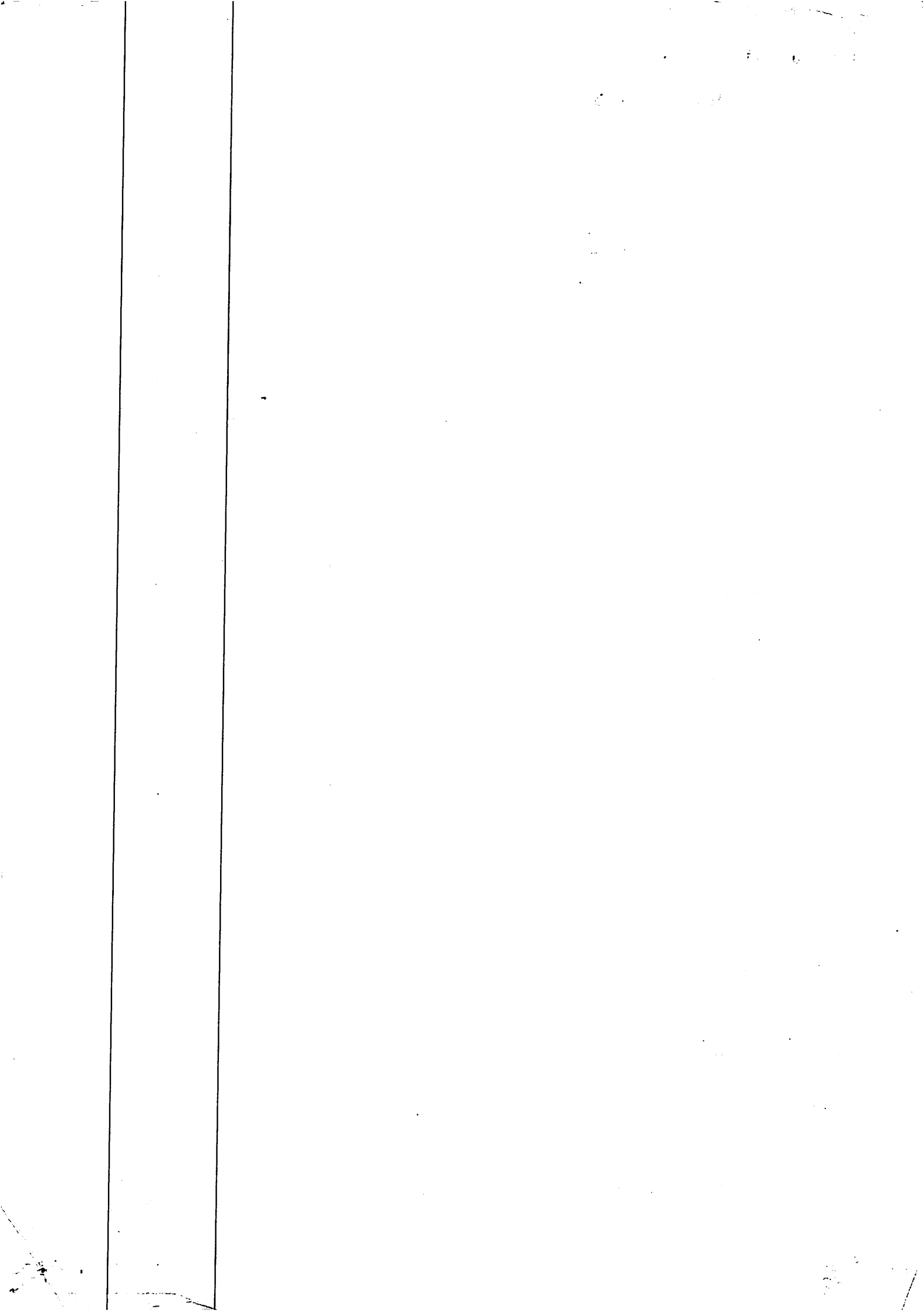
**MONSIEUR EHIVET KAMON GERMAIN  
MACAULAY, Administrateur en chef des Services  
Financiers à la retraite, de nationalité ivoirienne,  
domicilié à Bonoua, quartier  
BLONOUKRO (derrière la brigade de gendarmerie  
à la sortie de la ville), 17 BP 269 Abidjan 17,  
téléphone 01 05 30 20 ;**

Défendeur;

220619

1

cm ni pour



D'autre part ;

Enrôlée pour l'audience du 15 février 2019, l'affaire a été appelée ;

Une instruction est ordonnée avec le juge KOKOGNY SEKA VICTORIEN et renvoyait l'affaire au 15/03/2019 ;

La mise en état a fait l'objet d'une ordonnance de clôture N° 392/19 ;

A cette date, la cause étant en état d'être jugée, elle a été mise en délibéré pour décision être rendue le 05/04/2019 ;

Advenue cette date, le Tribunal a vidé son délibéré ainsi qu'il suit :

### **LE TRIBUNAL**

Vu les pièces du dossier ;

Où les parties en leurs fins, demandes et conclusions ;

Et après en avoir délibéré conformément à la loi ;

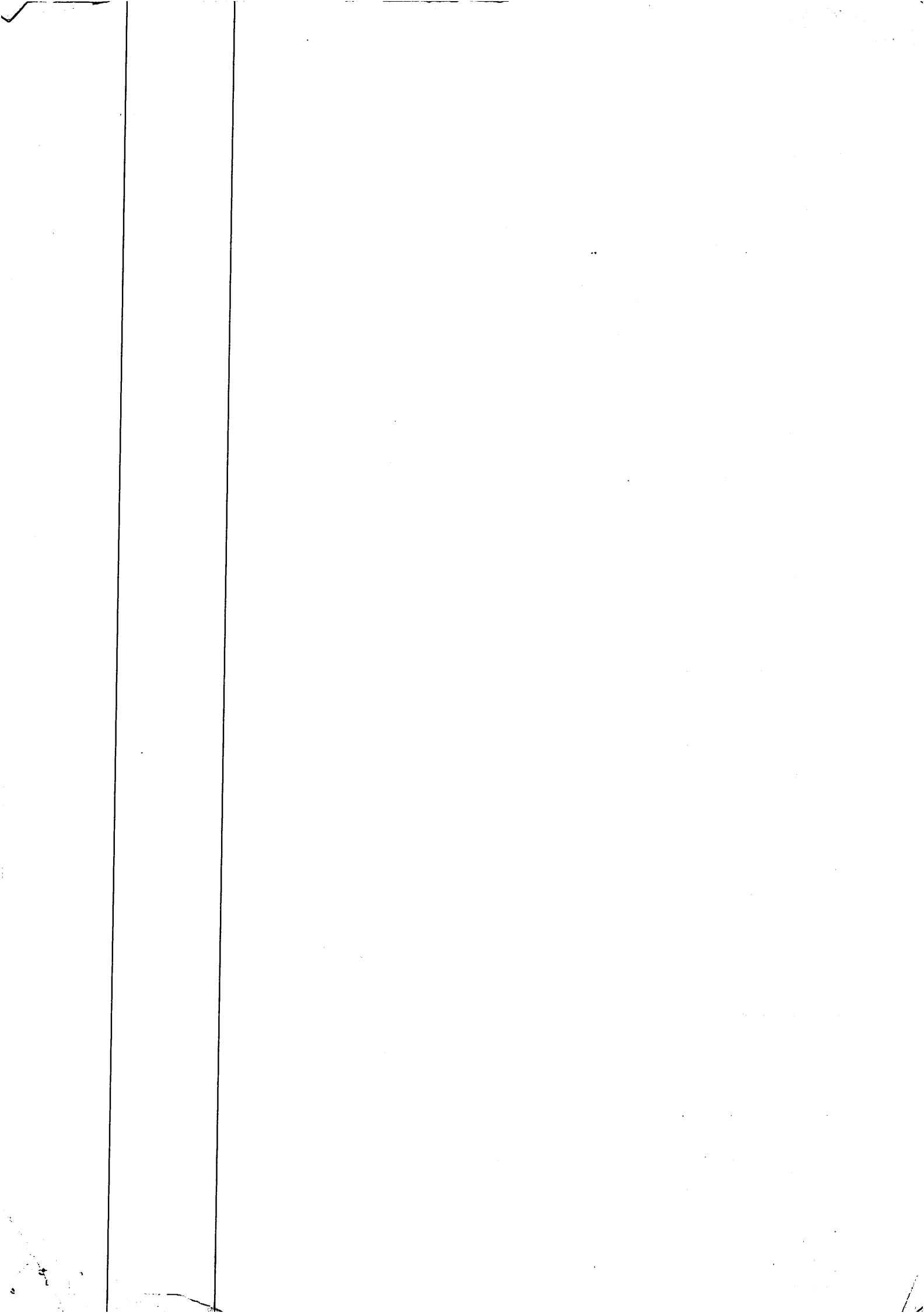
### **FAITS, PROCEDURE, PRETENTIONS ET MOYENS DES PARTIES**

Par exploit d'huissier en date du 29 janvier 2019, la BANQUE ATLANTIQUE DE COTE D'IVOIRE dite BACI SA, a fait servir assignation à Monsieur EHIVET KAMON GERMAIN MACAULAY, d'avoir à comparaître le 15 février 2019 devant le Tribunal de Commerce d'Abidjan pour s'entendre :

- Condamner à lui payer la somme de 27.698.928 FCFA au titre de sa créance;
- Ordonner l'exécution provisoire de la décision à intervenir ;
- Condamner aux entiers dépens de l'instance, distraits au profit de la SCPA LAGO & DOUKA, avocats associés aux offres de droit ;

Au soutien de son action, la société BACI expose qu'elle a consenti à Monsieur EHIVET KAMON GERMAIN MACAULAY une ouverture de crédit à moyen terme et en contrepartie celui-ci lui a signé le 07 avril 2016 un engagement portant reconnaissance d'une dette de 38.139.838 FCFA ;

Elle ajoute que depuis le 05 avril 2017, le défendeur n'a effectué aucun paiement de sorte que son compte



courant n'a enregistré aucun mouvement créditeur, violant ainsi les principes régissant ce type de compte ;

Elle relève que ses réclamations amiables étant demeurées sans suite, elle a été contrainte de procéder à la clôture dudit compte et de lui adresser suivant courrier en date du 29 mai 2018 une mise en demeure qui lui a été notifiée par exploit en date du 27 juillet 2018 ;

Elle indique que ce crédit lui a été accordé au regard d'une attestation de travail produite et suivant laquelle son départ à la retraite est prévue au 22 février 2028 à l'âge de 65 ans ;

Elle fait observer que curieusement, celui-ci a fait valoir ses droits à la retraite le 22 février 2017 pour limite d'âge statutaire de 65 ans, soit onze (11) années plutôt que ce qu'il a fait croire à la banque ;

Elle estime légitimement que sa créance est en péril de sorte qu'elle sollicite que la décision à intervenir soit assortie de l'exécution provisoire ;

Elle sollicite que le tribunal réponde favorablement à ses demandes susmentionnées ;

Le défendeur n'a pas conclu ;

## **DES MOTIFS**

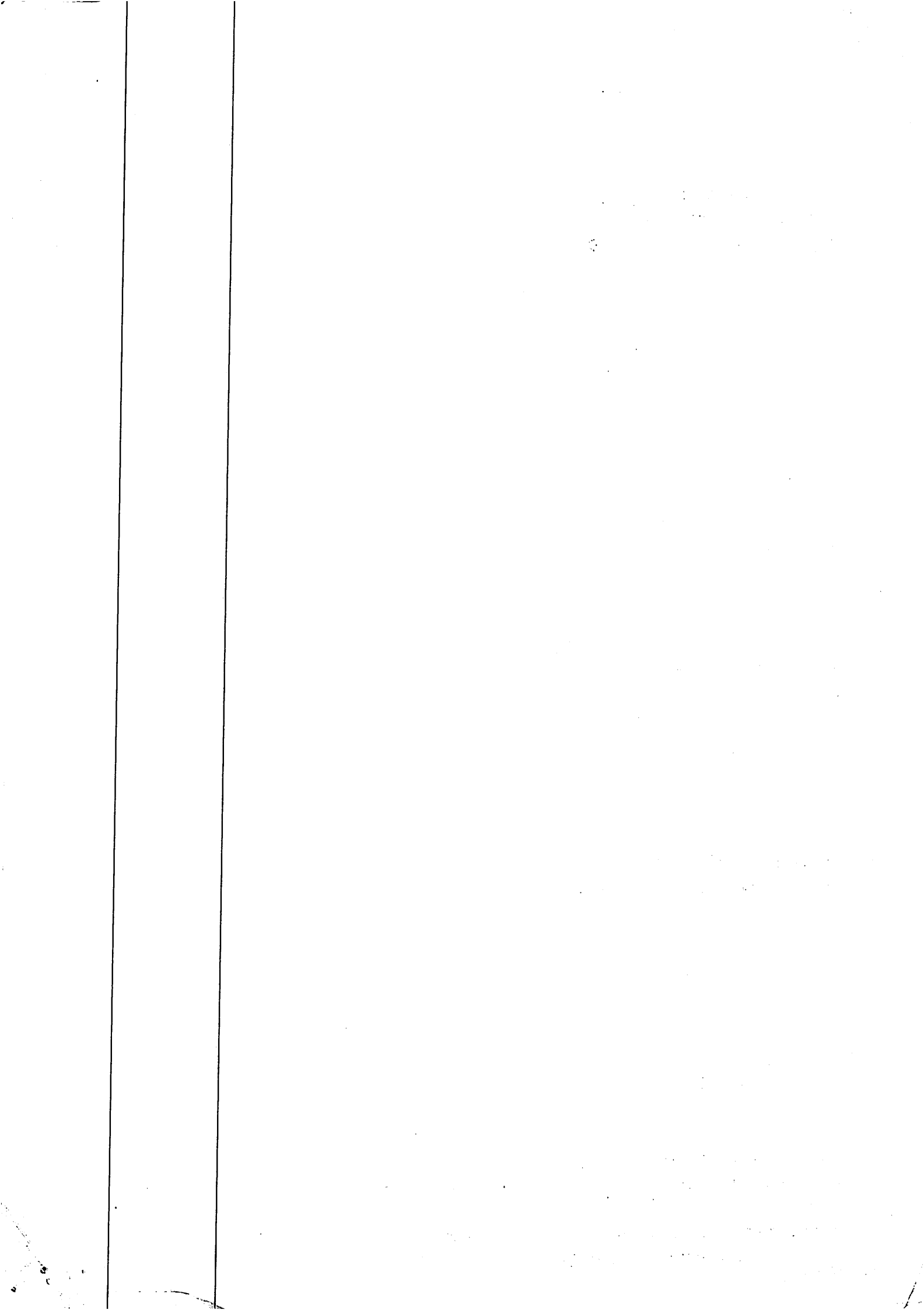
### **EN LA FORME**

#### **Sur le caractère de la décision**

Le défendeur a été assigné à personne;  
Il y a lieu de statuer par décision contradictoire ;

#### **Sur le taux du ressort**

Aux termes de l'article 10 de la loi organique N° 2016-1110 du 8 décembre 2016 portant création, organisation et fonctionnement des juridictions de commerce, « *les tribunaux de commerce statuent :*



- *En premier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige est supérieur à vingt-cinq millions de francs CFA ou est indéterminé ;*
- *En premier et dernier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige n'excède pas vingt-cinq millions de francs CFA » ;*

En l'espèce, l'intérêt du litige est de 27.698.928 FCFA ; ce montant excédant la somme de vingt-cinq millions (25.000.000) de francs CFA ;

Il sied de statuer en premier ressort ;

### **Sur la recevabilité de l'action**

L'action ayant été initiée dans le respect des prescriptions légales de forme et de délai, il y a lieu de la recevoir ;

### **AU FOND**

#### **Sur la demande en paiement**

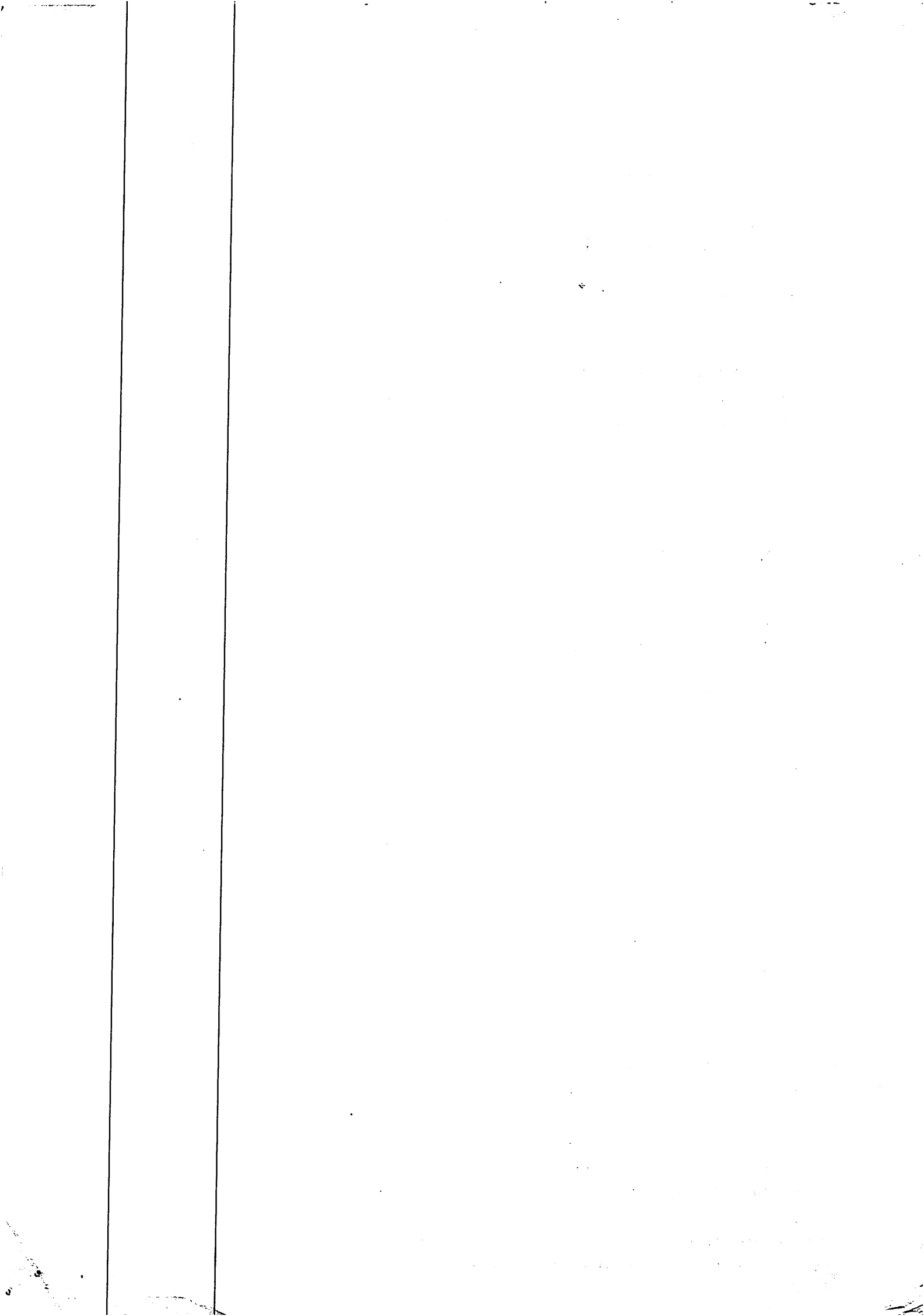
La société BACI sollicite la condamnation de Monsieur EHIVET KAMON GERMAIN MACAULAY à lui payer la somme de 27.698.928 FCFA au titre de sa créance ;

*Aux termes de l'article 1134 du code civil, « les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites. Elles ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel ou pour des causes que la loi autorise.*

*Elles doivent être exécutées de bonne foi » ;*

Il en découle que le contrat est la loi des parties, lesquelles sont tenues d'exécuter leurs engagements à moins de bénéficier de causes d'exonération légales ou conventionnelles ;

Il ressort de l'examen des pièces du dossier, notamment de l'engagement portant reconnaissance de dette en date du 07 avril 2016 versé au dossier que Monsieur EHIVET KAMON GERMAIN MACAULAY a bénéficié de la part de la BACI, d'un prêt bancaire pour lequel il reste devoir un reliquat de 27.698.928 FCFA;





Il est établi qu'aux échéances convenues, Monsieur EHIVET KAMON GERMAIN MACAULAY n'a pu rembourser l'intégralité de la somme empruntée comme l'atteste le courrier de dénonciation de clôture juridique de compte comportant mise en demeure de payer à lui notifié le 27 juillet 2018 ;

Le défendeur ayant été défaillant dans l'exécution de ses obligations, il reste tenu du paiement de sa dette dans les termes convenus, et ce, conformément à l'article 1134 sus indiqué ;

Il y a lieu de le condamner à payer à la BACI, la somme de 27.698.928 FCFA au titre de sa créance ;

### **Sur l'exécution provisoire**

La société BACI sollicite l'exécution provisoire de la décision à intervenir nonobstant toute voie de recours ;

Aux termes de l'article 145 du code de procédure civile, commerciale et administrative : « Outre les cas où elle est prescrite par la loi, l'exécution provisoire doit être ordonnée d'office, nonobstant opposition ou appel, s'il y a titre authentique ou privé non contesté, aveu ou promesse reconnue » ;

En l'espèce, il figure au dossier un engagement portant reconnaissance de dette en vertu duquel le défendeur a reconnu devoir à la demanderesse ;

Il sied en conséquence d'assortir la présente décision de l'exécution provisoire ;

### **Sur les dépens**

Le défendeur succombant, il sied de lui faire supporter les dépens en application de l'article 149 du code de procédure civile, commerciale et administrative ;

### **PAR CES MOTIFS**

Statuant publiquement, contradictoirement et en premier ressort ;

Reçoit la BANQUE ATLANTIQUE DE COTE D'IVOIRE dite BACI en son action ;



L'y dit bien fondée ;

Condamne Monsieur EHIVET KAMON GERMAIN  
MACAULAY à lui payer la somme de 27.698.928 FCFA  
au titre de sa créance ;

Ordonne l'exécution provisoire de la présente décision  
nonobstant opposition ou appel ;

Condamne le défendeur aux entiers dépens de  
l'instance.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jours, mois  
et an que dessus.

**ET ONT SIGNE LE PRESIDENT ET LE GREFFIER.**

N<sup>o</sup> Rec: 00 28 2812

D.F: 18.000 francs

**ENREGISTRE AU PLATEAU**

Le..... 14 MAI 2019 .....  
REGISTRE A.J. Vol..... 45 ..... F°..... 38 .....  
N°..... 790 ..... Bord..... 3001 ..... 27 .....

**REÇU : Dix huit mille francs**

**Le Chef du Domaine, de  
l'Enregistrement et du Timbre**



